L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 19 JANVIER 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
N° 29, RUE DE CHARTRES.

Journal Officiel de l'Etat, du Conseil-Général et de la Première Municipalité.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 19 JANVIER.

L'Intervention.

Le Sénat de l'Alabama a voté le 3 de ce mois une série de résolutions qui reprouvent la doctrine de l'intervention dans les affaires étrangères, et déclarent, qu'il est du devoir du gouvernement et du peuple des *Etats-Unis d'entretenir avec tous les nations du monde de tels rapports qu'ils puissent traiter avec elles, et de se conformer strictement au principe de non-intervention.*

Le sénateur de Mobile annonce que la Chambre des Représentants adoptera très probablement ces résolutions qui expriment d'ailleurs le sentiment public.

Il aurait tort de juger de l'opinion du peuple par les paroles de quelques orateurs que les vins ou l'enthousiasme irréfléchi ont exaltés. L'une de ces brillantes éloquence de Kossuth n'a produit sur les cœurs ardents et sensibles de ce pays qu'un médiocre effet. Il convient de se demander d'où vient cette froideur. Le héros que l'on a ridiculisé n'a-t-il pas souvent exprimé des sentiments de même l'hommage fait à la liberté lointaine. Il est beau de marcher sur les traces de Bayard, mais prenons garde d'oublier à notre tour des choses qui sont chères aux alliances de la vieille Europe.

Ce n'est pas seulement une sympathie naturelle pour les peuples qui combattent pour leur indépendance, qui a fait applaudir aux succès de Kossuth, c'est aussi l'espoir que la victoire de la liberté en Hongrie ne fût le signal d'une conflagration générale, qui, en ramenant les choses à leur point de départ, ferait disparaître les traités de 1815, et ouvrirait une nouvelle ère de prospérité et de bonheur pour les peuples. Ces espérances sont aujourd'hui évanouies, et le bonheur réel de ces peuples n'a jamais été plus éloigné qu'aujourd'hui.

Ce n'est pas que nous croyions à cette paix universelle dont on a tant parlé, et qui n'est qu'un rêve. Nous sommes convaincus, au contraire, que la guerre est inévitable, et que la nouvelle organisation de l'Europe ne peut s'établir que par une grande commotion. Mais nous voulons parler de cette paix relative dont nous jouissons depuis quelques années, et qui, malgré les armements, les révolutions et les guerres partielles, a permis à la civilisation de faire de grands progrès. Cette paix, qui a été si favorable à notre développement, est aujourd'hui menacée par la politique de l'intervention. Les nations ne peuvent plus se développer librement, parce qu'elles sont sans cesse sous la menace d'une intervention étrangère. Les peuples ne peuvent plus se développer librement, parce qu'ils sont sans cesse sous la menace d'une intervention étrangère. Les peuples ne peuvent plus se développer librement, parce qu'ils sont sans cesse sous la menace d'une intervention étrangère.

Nous ne voulons pas nous ériger en juges de la politique de nos gouvernements, mais nous croyons que la politique de l'intervention est contraire à l'esprit de notre époque, et que les nations de notre époque ne peuvent plus se développer librement, parce qu'elles